

Comprendre

la Machine capitaliste

et le système

d'APRÈS !

Contact : machine.capitaliste@sfr.fr

Voici exposée la « Machine capitaliste », comme JAMAIS on n'en parle :

Il est universellement admis que les acteurs de notre système capitaliste se limiteraient aux investisseurs, producteurs, consommateurs, banques et bourses. **Mais c'est inexact car le capitalisme phagocyte absolument tout ce qui peut le renforcer !**

Aussi, une vision juste de ce Système implique aujourd'hui d'inclure d'autres acteurs : certains «Experts», Médias, l'École... En effet, ils influencent de manière déterminante le Système tandis que, dans le même temps, le Système les façonne... Cette rétroaction le rend théoriquement indestructible, d'autant qu'il exploite les pires faiblesses de l'être humain...

Après cette analyse du système actuel, nous montrons pourquoi, lorsque les Peuples seront devenus gestionnaires des Ressources premières *dans l'intérêt des générations présentes et futures*, la recherche de profit permettra de résoudre les Gigantesques problèmes écologiques, sociaux et humains planétaires, que cette même recherche de profit a créés ...

En résumé :

Dans la première partie, « Comprendre la Machine capitaliste », nous décrivons celle-ci dans sa réalité actuelle. Nous verrons que tout se tient et tout devient alors limpide...

Dans la deuxième partie, « Le Système d'Après » est exposé une forme de capitalisme débarrassé de sa tare originelle : la Propriété privée des Ressources premières. Désormais elles seraient gérées par les Peuples, et source d'une Rente gigantesque. Selon le désir des populations à qui elle reviendrait, elle serait utilisée à la restauration des éco-socio-systèmes.

Les entreprises privées seraient motivées par le profit issu non plus de l'accaparement ou de la destruction de ces ressources comme depuis toujours, mais du profit résultant de la restauration des éco-socio-systèmes ! (Le profit ne permettant plus l'accumulation privée de Ressources premières, il serait inoffensif.)

*« Les gens meurent
généralement avec les
idées qu'on leur a mises
dans la tête quand ils
étaient petits. »*

Préambule

Les crises rythment notre histoire. Bien que d'ampleurs et de natures différentes, (financière, économique, sociale, écologique...), elles ont une racine commune et globale :

Elles sont la conséquence directe ou indirecte des règles du « jeu de société » que ***l'humanité*** s'est laissée imposer : celles du Capitalisme mondialisé.

On ne pourra empêcher les gigantesques catastrophes naturelles et humaines qui se préparent par un simple retour à une agriculture biologique ou encore le développement d'énergies renouvelables...

D'où ce livre. Son parti pris est purement **logique** : On expose le ***Problème global***, puis on propose des ***Solutions générales***.

Peut être pensez-vous qu'il suffirait de partout donner la priorité à l'écologie pour sauver notre espèce.

Oui, certes.

Mais la Question vient alors : « Pourquoi ne le fait-on pas ? », d'autant que tout le monde serait à peu près d'accord, puisqu'il y va de notre survie !

Tout simplement parce que nous ne sommes pas libres, si ce n'est à l'intérieur du Système qui nous est imposé.

L'immense majorité d'entre nous ne choisit pas ce qu'elle fait. Elle fait ce qu'elle peut, selon ce qu'**IL** veut, pour simplement vivre ou survivre.

« **IL** », c'est le Système économique, en l'occurrence capitaliste, et son bras armé : la Finance. **IL** contraint nombre d'entre nous à exercer une activité souvent désastreuse sur les plans écologiques et sociaux, à défaut de quoi **IL** nous marginalise.

Sans doute encore, pensez-vous que le monde ne peut être différent de ce qu'il est : les hommes sont ainsi qu'il n'y aurait pas d'alternative possible au Capitalisme. Tout a été fait pour que cela soit ***impensable*** :

Une minorité d'ultra riches domine des peuples soumis et complices de leurs geôliers, enfermés qu'ils sont dans un système de pensée où la lumière n'entre pas, et qui les entraîne dans un désastre écologique et social planétaire.

Nous allons mettre à nu cette prison mentale.
Nous verrons que les ficelles sont grosses, mais invisibles du grand nombre. Tout se tient, d'où la robustesse de cet édifice qui, maintenant, est sur le point d'entraîner la disparition de notre espèce...

Comprendre la Machine capitaliste

Imaginez une maison dans laquelle les habitants seraient libres de faire ce bon leur semble.

L'un irait brûler un morceau de charpente pour se chauffer, l'autre utiliserait le cuivre de l'installation électrique pour fabriquer on ne sait quoi, etc. Imaginez l'état de cet immeuble au bout d'un certain temps...

C'est ce que nous faisons subir à la Terre, notre Maison, sans du tout nous préoccuper des désastres qui en résultent.

Par le biais de Constitutions qu'ils ont eux même écrites, des États et des Entreprises privées se sont déclarés «Propriétaires» de nos Ressources essentielles.

Dans le cadre d'un système économique capitaliste dont le seul objet est le "profit", ils s'autorisent à détruire notre Planète, ignorant tout des conséquences sociales et écologiques...

Ainsi il est absolument certain que notre Histoire ne peut que finir en catastrophe... Nous y sommes.

Le capitalisme, associé à la propriété privée des Ressources naturelles, est la plus gigantesque Arnaque de l'histoire de l'humanité.

- Gigantesque de par ses dimensions mondiales,
- Gigantesque de par sa durée,
- Gigantesque de par sa perversité :

Nos « élites » considèrent ce Système comme juste, au point de ne jamais être remis en question. Cela ne se discute pas. Aucun n'envisage sa fin, et encore moins ce qui adviendra après !

Le capitalisme a permis une explosion de nos Savoirs, mais il n'en reste pas moins une Arnaque, dont le bas de la pyramide sociale fait les frais, et qui risque fort d'entraîner notre disparition.

L'appropriation des Ressources remplit les livres d'Histoire lui conférant ainsi une légitimité usurpée, puisque seulement justifiée par la "loi du plus fort" (lequel "plus fort" écrit les livres d'Histoire).

L'Histoire reflète l'idéologie des dominants, transmise de génération en génération à travers l'enseignement. Cette idéologie, ainsi sacralisée, ne peut être contestée, sauf à se le permettre, ce qui est précisément l'objet de ce livre.

Tout au long des siècles, les hommes se sont battus pour faire d'un territoire leur propriété privée, et en tirer un profit personnel.

Aujourd'hui, le capitalisme concentre l'entière propriété des Ressources de notre planète entre les mains d'une minorité.

La Terre et ses Ressources, sont devenues propriété privée d'une minorité !

Mais face aux Crises majeures que connaît aujourd'hui l'humanité, cette situation est intenable.

En effet, le capitalisme vise à maximiser les échanges de tout et n'importe quoi, échanges motivés par des profits privés, sans aucune réflexion globale.

Cela engendre un gaspillage invraisemblable de ressources naturelles, et une dégradation rapide de la biosphère. Cerise sur le gâteau, il ignore les limites de notre planète, considérées comme infinies ! (On va jusqu'à imaginer coloniser Mars...)

Certes, cela a fonctionné tant que l'écosystème le supportait. Mais un seuil a été franchi... (1)

Malgré l'urgence de la situation, curieusement, aucune alternative à ce Système n'est étudiée. Du moins rien ne sort dans les médias, alors que s'il est un sujet important, c'est bien celui là !

Le remettre en question, c'est remettre en question ce qui jusqu'ici tenait lieu de fondement de nos sociétés : la Propriété privée des Ressources.

Le Système perdure sur la crainte, justifiée par l'absence d'alternative, qu'ont certains de perdre ce qu'ils ont.

Et puisqu'il est impensable de le remettre en question, il est tout aussi impensable de faire un lien entre les catastrophes et le Système. On préférera toujours considérer qu'elles sont la conséquence de comportements individuels, qu'il est de bon ton de blâmer.

Ce que l'on nous présente comme étant des solutions ne sont pas, et de loin, à la mesure du Problème. Elles se limitent à vouloir changer nos comportements à la marge, dans la mesure où ça ne perturbe pas trop l'ordre établi !

Mais pendant ce temps, le gouffre qui sépare les impératifs « économiques » inhérents au capitalisme, et les impératifs de la Nature qui nous héberge, continue de se creuser de manière dramatique.

La Nature, notre Maison, s'attaque maintenant aux humains au travers de phénomènes climatiques extrêmes, et d'amplitude croissante (sécheresse, incendies, inondations, tempêtes...). La Nature devient l'adversaire de notre civilisation !

Pour couronner le tout, la misère induite par cette gestion privée des ressources, produit des fanatiques déboussolés. Ils sèment la terreur dans des actes isolés, et depuis peu au travers d'organisations d'envergure nationale, entraînant la fuite de populations désemparées, repoussées par celles qui ne le sont pas encore.

En réponse, les puissants et leurs marionnettes qui nous dirigent, n'envisagent qu'une solution : la fuite en avant, pour préserver leurs privilèges liés au Système.

Ils tentent de rassurer les foules en organisant des réunions au plus haut sommet, telle les « COP », pour décider de réglementations dérisoires face à l'ampleur du problème, et dont les plus défavorisés feront toujours les frais.

(1) Durant des millénaires, l'activité humaine fut sans incidence pour la planète. Ce n'est qu'avec l'invention des machines utilisant l'énergie du pétrole, que l'homme démultiplia ses capacités de nuisance.

En particulier, la combustion du pétrole rejette des quantités astronomiques de perturbateurs dans l'atmosphère, à tel point que l'homme, et autres espèces animales, pourraient disparaître dans les décennies qui viennent, par suite des bouleversements climatiques en chaîne que cela va provoquer.

Le Capitalisme n'a pas de conscience, mais obéit à une seule logique : celle du Profit.

En effet, quelles que soient les motivations premières des entrepreneurs, le profit est un impératif absolument incontournable pour assurer l'avenir, et éventuellement attirer les investisseurs..., dans un système capitaliste.

L'objet, l'unique objet, du capitalisme est le profit.

Répondre à « certains besoins » n'est qu'une conséquence de la recherche de profit.

Les désordres sociaux et écologiques, sans limite autre que la destruction de l'éco-socio-système, sont l'autre conséquence.

L'urgence, devenue extrême, est de réparer les dégâts de ce Système.

Si le chemin n'est pas évident à trouver, nous proposons, après une description du Capitalisme d'aujourd'hui et de ses objets, une organisation économique à laquelle il faudrait que ce chemin aboutisse...

Remarque préalable:

On parle ici des Propriétaires et des Travailleurs, en tant que Acteurs économiques au sens très général.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire en lisant ce qui suit, il ne s'agit pas de blâmer tous les propriétaires ! Ceux-ci ne font que défendre leurs intérêts, ce qui est normal, dans le cadre bien compris des règles **imposées** par le capitalisme.

Ceux qui portent éventuellement une responsabilité dans ce Système sont les hyper profiteurs et leurs serviteurs, trop heureux des privilèges qu'ils en retirent, qui font tout pour éviter que cela ne change.

Ce qui leur est facile, puisqu'ils disposent de tous les moyens... ou presque.

En fait, le capitalisme est un jeu de société tout bête :

Les joueurs se divisent en 2 camps:

- Le camp des **Propriétaires**, qui possèdent le Capital, c'est-à-dire l'ensemble des Ressources : La terre, les matières premières, les usines, etc....
- Le camp des **Travailleurs**, qui ne possèdent rien ou presque, si ce n'est leur savoir faire.

Le but du jeu est que les Propriétaires gagnent le plus d'argent possible en utilisant les Travailleurs pour exploiter leur Capital.

Les Propriétaires sont les Maîtres du jeu, car ils possèdent les Ressources dont personne ne peut se passer. C'est-à-dire les Ressources premières, qui sont à la base de l'économie.

Tandis que le savoir faire des Travailleurs n'est pas toujours indispensable, et de moins en moins d'ailleurs.

Les propriétaires tirent une **rente** de leurs biens, en les louant ou en les faisant exploiter donc, par des travailleurs.

Le produit de leurs entreprises paye les salaires et les frais divers pour une partie. L'autre part constitue leur **profit**.

Le but du capitalisme, indépendamment des entreprises exerçant sous ce régime, est exclusivement de maximiser la part du profit.

Du point de vue capitaliste, les Travailleurs et la Planète ne sont que force de travail et ressources physiques, qu'il convient d'exploiter au moindre coût.

Toutes autres considérations (destruction de l'écosystème, paupérisation...) sont sans objet car ignorées du Système.

Pourquoi y a-t-il des Propriétaires, et des non-Propriétaires ?

Les Propriétaires ne sont pas apparus naturellement !

A l'origine de l'humanité, la propriété privée n'existait pas. (Sauf pour les objets personnels, mais cela est sans conséquence pour ce qui nous occupe)

Les premiers Propriétaires ont simplement clôturé un champ, et déclaré « ceci est à moi ». (Voir cette merveilleuse illustration de Nicole Ferroni : [La propriété - Nicole Ferroni](#), où encore le « Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes » de Rousseau)

Ensuite il leur a fallu le défendre et l'exploiter. Ils ont donc réparti les Travailleurs en 2 sous divisions :

- Ceux qui, sous l'autorité de l'État, défendent les propriétés (et s'occupent de l'administration en général) : **les fonctionnaires.**
- Ceux qui, par leur travail, exploitent les propriétés pour le compte des Propriétaires : **les salariés.**

Bien sûr la propriété privée n'est pas limitée aux champs. On peut privatiser le sol, les matières premières, la biosphère en général, ce qu'ont construit nos ancêtres : les infrastructures, les grandes entreprises, les immeubles, les réseaux de communications de toutes natures, les médias qui, de fait, fabriquent «l'opinion», le Savoir, **et aussi la monnaie depuis janvier 1973 !** (Voir p.29)

La propriété privée de Ressources premières a été gravée dans le marbre des Constitutions, après les Révolutions du 18ème siècle.

Personne ne peut donc disposer de quoi que ce soit, sauf à en être propriétaire, ou accepter les conditions des propriétaires pour en disposer.

Les Propriétaires ont intérêt à assurer leur fortune faite.

Pour cela ils investissent dans des «valeurs refuges», des biens dont la valeur peut fluctuer, mais reste sûre à long terme...

Ce qui fait la sûreté de ces biens, est généralement qu'ils sont indispensables... aux autres, qui donc doivent payer le prix fort pour en disposer. (2)

(2) Le prix d'un logement, par exemple, dépend pour une part du coût du travail nécessaire à sa construction, et pour l'autre part des plus ou moins values résultant de la spéculation foncière et immobilière :

Pour illustration, prenons un appartement parisien de 1 million d'euro. Le coût de sa construction en représente environ 20%. Les 80% restant correspond au prix du terrain qu'il occupe, qui à l'origine était gratuit puisque offert par la Nature!

Ces 800 000 euros viennent en fait des plus values réalisées par les propriétaires successifs, depuis que le premier (en mesure de se défendre) a simplement déclaré « ceci est à moi ». Le prochain aura à les supporter, en attendant de les transmettre à son successeur...

Le capitalisme n'a pas pour objet de répondre aux besoins réels.

Satisfaire les besoins réels n'est qu'une conséquence particulière - et non un cas général comme on le laisse penser - de la recherche de profit.

Bien au contraire, depuis des décennies, la recherche du profit a pour conséquence d'empêcher un nombre croissant d'individus de répondre à leurs besoins élémentaires !

Les gains de productivité, motivés par le profit, permettent en effet de supprimer les emplois devenus superflus et donc les salaires, sans lesquels vivre devient impossible.

Par ailleurs, offrir un revenu de remplacement ne présente aucun intérêt pour les propriétaires, si ce n'est un minimum (RMI, RSA, Revenu d'existence...), utile à la paix sociale et donc à leur tranquillité.

Le chômage de masse.

Au début des années 70, la formidable période dite des « 30 glorieuses » arriva à son terme du fait de la flambée du prix du pétrole. Ce qui est vrai, mais les conséquences économiques et sociales sont un choix politique.

Le chômage de masse fait partie du système capitaliste. Il est très avantageux pour les propriétaires, car il incite les travailleurs à être moins exigeants...

À terme, le capitalisme permettrait de produire sans l'homme - *car les machines coûtent moins cher* - des choses que l'on ne pourrait se payer - *faute de revenus !*

C'est le comble de l'absurdité pour un système économique, mais c'est la logique du capitalisme.

Les entreprises deviennent aussi superflues, puisque leur clientèle disparaît, faute de solvabilité.

A l'exception notable de certaines, largement automatisées, nécessaires à la satisfaction des besoins des seuls Propriétaires qui disposeront à terme de l'ensemble des Ressources, puisque les « inutiles » travailleurs auront été renvoyés en marge du système.

Le capitalisme livré à lui-même finira par s'auto détruire.
Laisant quelques « propriétaires » au centre d'un monde ravagé.

Et les banquiers ?

Ils émettent la monnaie. **La monnaie est en fait une « reconnaissance de dette »** envers celui qui la détient : si vous avez 10 Euros, la communauté vous doit des produits ou services de valeur 10 Euros que vous pourrez choisir et acheter quand vous le souhaitez.

La monnaie peut passer de main en main, et permettre ainsi l'échange commode de biens ou services.

Il faut évidemment avoir confiance en la monnaie. C'est pour cela que les faux monnayeurs sont lourdement punis.

Les premiers banquiers disposaient d'or, qu'on leur confiait, sur lequel était gagé la monnaie qu'ils émettaient. (3) A ce titre les banquiers font partie du camp des Propriétaires.

Et la Banque centrale, les banques commerciales ?

Autrefois il y avait autant de monnaies que de banques. Ce qui compliquait les échanges.

Aujourd'hui une monnaie, commune à toutes les banques européennes est créée par une Banque centrale, et surtout par les banques commerciales lorsqu'elles émettent des prêts selon des règles fixées par les institutions monétaires. Cette monnaie est détruite lors des remboursements.

(3) La confiance en la monnaie est nécessairement en rapport avec la valeur des échanges qu'elle sert. Les banquiers doivent donc garantir la valeur de la monnaie qu'ils émettent. Traditionnellement ils garantissaient pouvoir échanger leur monnaie contre de l'or physique. L'émission de monnaie était de ce fait limitée au stock d'or que les banquiers étaient censés détenir, jusqu'à ce que dans les années 70, on abandonne ce principe...

A noter que **les monnaies locales** ne sont pas garanties par la puissance publique. Elles ne s'appliquent donc qu'à des échanges de faible valeur...

Le capitalisme aujourd'hui :

En principe, un Etat souverain a tous pouvoirs. En particulier il contrôle sa Banque centrale. Par conséquent celle-ci peut lui accorder des prêts sans intérêts, dont les remboursements sont garantis par la capacité de l'Etat à lever l'impôt, si son gouvernement le souhaite, en fonction de sa politique économique.

Mais curieusement, en 1973, le gouvernement Pompidou - Giscard d'Estaing et, par la suite, « l'Europe » interdirent totalement aux Etats de se financer par eux même. On déclara les Banques centrales indépendantes !

Ainsi, pour investir, couvrir leur déficit budgétaire, financer les intérêts de leurs énormes dettes, ou encore compenser l'évasion fiscale (4), les Etats n'ont pas d'autre choix que d'emprunter sur les marchés financiers, aux conditions des prêteurs : c'est là une formidable aubaine pour les banques commerciales, et ceux qui ont une fortune à placer.

En effet, les emprunts d'Etat sont on ne peut plus surs, et peuvent rapporter gros : l'emprunt Giscard, émis aussi en 1973, est une merveille du genre. Il leur rapporta 90 milliards sur 15 ans, pour 6,5

milliards empruntés ! Cet emprunt signa l'envol de la dette publique, qui auparavant était quasiment inexistante.

Aujourd'hui la dette de l'Etat français se monte à 2200 milliards d'euros, et rapporte environ 50 milliards/an d'intérêts aux heureux prêteurs, payés par la population toute entière. C'est en quelque sorte un **impôt inversé sur la fortune**.

La création monétaire, normalement privilège de l'Etat, a été transférée à un système bancaire privé, qui se nourrit de l'Etat, et dont la collectivité assume les pires défaillances.

(4) Les intérêts de la dette, et les pertes dues à l'évasion fiscale, sont du même ordre de grandeur, et au total de l'ordre de 120 milliards d'euros en 2016.

Cela coûte en moyenne 4 000 euros par an à chaque foyer français !

Le Système capitaliste est maintenant dans sa phase d'effondrement :

Pour freiner cet effondrement, la Banque Centrale Européenne va jusqu'à « imprimer » de la monnaie, par milliards journallement, pour financer directement de grands groupes d'entreprises censés les investir, selon le dogme capitaliste. Alors que ces milliards vont en réalité gonfler le profit de leurs propriétaires... ! (5)

Ou encore elle achète des « titres de dette publique »... à des spéculateurs !

Ou encore elle prête à taux... négatifs, aux banques commerciales (elle les rémunère pour qu'elles empruntent !) monnaie qui, fort logiquement, va s'investir là où l'on peut espérer les meilleurs gains : dans la spéculation !

Dans les faits, elle soutient les cours de valeurs spéculatives, retardant ainsi leur effondrement, et celui du Système.

La masse monétaire enfle, tandis que l'économie réelle se contracte, ceci jusqu'à ce qu'un évènement catastrophique y mette un terme.

La Mission suprême des Banques centrales est aujourd'hui de soutenir le Système capitaliste : elles injecteront toujours de la monnaie fraîche pour retarder son inéluctable effondrement...

... le temps de mettre en place un Autre Système, dans lequel les Hyper fortunés conserveraient le Pouvoir absolu, par l'intermédiaire d'un Etat policier.

(La « protection envers les actes terroristes » permet de le justifier)

(5) C'est ce qu'ils appellent des « mesures d'assouplissement quantitatif » qui font partie de « mesures non conventionnelles » (!)

Et la spéculation ?

La spéculation consiste à faire des paris sur des «valeurs» : des entreprises, des matières premières, des immeubles, des monnaies, n'importe quoi en fait.

Les banques émettent des quantités considérables de monnaie sous forme de prêts destinés aux activités spéculatives.

Contrairement à l'investissement dans une entreprise, la spéculation ne crée aucune richesse et ne fait que gonfler artificiellement les prix.

Cela forme ce que l'on appelle des « bulles », que l'on trouve en particulier dans l'immobilier et, de manière générale, dans ce qui est coté en bourse... Ainsi ces prix augmentent, jusqu'au jour où ils deviennent tellement déconnectés de la valeur réelle des biens concernés, que les « bulles » éclatent (les biens surévalués ne trouvent plus preneur), provoquant alors un effondrement soudain, ce qui en fin de compte entraîne des faillites bancaires... C'est ce que l'on appelle pudiquement une « crise systémique », telle celle de 2008.

La valeur des entreprises fluctue rapidement en fonction de nombreux paramètres, que seules les personnes averties connaissent. Si l'on est capable de prévoir quand une valeur va monter ou descendre, on peut gagner rapidement beaucoup d'argent en achetant et revendant ses titres au bon moment. Des ordinateurs extrêmement puissants, font ça en permanence pour le compte de banquiers, et de spéculateurs en général.

Il devient alors intéressant, pour ces joueurs, d'accroître la valeur des entreprises concernées. C'est là le travail des « grands patrons ».

Il y a bien d'autres manières de gagner de l'argent en spéculant. Le monde de la finance ne cesse d'en inventer de nouvelles, et fait appel pour cela aux plus brillants cerveaux. Et d'autant plus que la société paye les pots cassés.

Plutôt que de servir l'économie, les banques financent une sorte de casino, qui asphyxie l'économie !

Dans le même temps, l'économie réelle, moins profitable que la spéculation, manque désespérément de monnaie. Le manque de monnaie freine les échanges, pénalisant les entreprises. C'est catastrophique car leur moindre activité entraîne une réduction de la masse salariale, et du pouvoir d'achat global, ce qui entraîne des faillites, etc.

L'économie est donc entrée dans une spirale déflationniste qui pourrait accélérer son effondrement si l'Etat, qui a encore accès au crédit sur les marchés financiers, n'injectait pas des masses de monnaie à travers les services publics...

Du moins c'est possible, tant que ses créanciers acceptent, tels des bousiers, de « rouler » son énorme dette, moyennant le versement de copieux intérêts. Les créanciers ont encore confiance dans les capacités de remboursement de la France, garanties par les nombreux biens publics qu'elle possède encore. En effet, si les créanciers réclament le remboursement de la dette, ceux-ci devront être vendus à l'image de ce qui s'est déjà fait en Grèce. A noter que la France a déjà vendu ses autoroutes, quelques aéroports et entreprises publiques,...

(Rappelons que nous parlons d'une Arnaque...)



Bousier roulant la dette

En temps de crise on a donc généralement déflation des produits manufacturés (puisque leur demande baisse), et inflation des biens spéculatifs (recherchés par les plus riches, pour mettre leur fortune en sécurité).

Pour conserver sa crédibilité, la monnaie doit rester rare. Du moins pour le plus grand nombre, ainsi soumis à ceux qui - en fin de compte - l'accablent.

Et les patrons ?

Contrairement à une idée largement colportée, **les patrons ne sont que rarement dans la catégorie des Propriétaires !** (6)

L'immense majorité des patrons fait partie des Travailleurs et, à ce titre, s'auto exploite avec ses salariés, parfois dans les pires conditions. Le statut «auto entrepreneur» est fait pour ça. (7)

Seuls les patrons de grandes entreprises, telles celles cotées en Bourse, sont à classer dans le camp des Propriétaires. Car leurs intérêts sont liés, d'où leurs énormes salaires.

Leur mission est d'en extraire un maximum de profits.

Pour ce faire, ils font pression sur leurs employés, fournisseurs, et sous traitants, qui eux même font pression sur leurs employés fournisseurs et sous traitants, Ceci répété jusque tout en bas de la pyramide économique et sociale, mondiale.

La pression économique généralisée, et tout ce qu'elle entraîne, (destruction de l'écosystème, misère) est provoquée par le capitalisme.

Elle est d'autant plus forte que (à l'échelle des pays tout comme à celle des individus) l'on se trouve vers le bas de la pyramide économique et sociale mondiale. Nulle en haut, écrasante en bas.

Cette pyramide est d'ailleurs plutôt une « Tour Eiffel » au sommet toujours plus élancé.

Chacun n'a conscience que de l'étage où il se trouve, et aspire naturellement à grimper.

Ceux des étages moyens et supérieurs trouvent le monde ainsi bien fait, d'autant que les inférieurs sont hors de leur champ de conscience.

Cet édifice reste stable. Du moins, jusqu'à ce que la partie "moyenne" ne décroche, du fait de l'évolution du système...

(6) On insinue que petits et grands patrons ne font qu'un : médiatiser les problèmes des petits patrons, permet de justifier des aides qui en réalité iront essentiellement dans la poche des propriétaires de grandes entreprises. (Leurs actionnaires)

(7) Au concept d'auto-entrepreneur, on ajouta celui d'ubérisation (du nom d'Uber...) :

Le régime « auto-entrepreneur » permet de travailler pour son propre compte, sans avoir à supporter les cotisations sociales auxquelles sont ordinairement soumises les entreprises. Cette réduction de charges est source de concurrence déloyale envers les autres entreprises, contraintes de ce fait à précariser elles aussi leurs salariés...

Fort à propos, l'ubérisation permet aux plus grandes entreprises d'employer des auto-entrepreneurs, plutôt que du personnel protégé par un statut de salarié, plus coûteux.

Ainsi les « travailleurs » sont progressivement renvoyés aux conditions du 19^èm siècle, d'autant que les diplômes ne garantissent plus rien.

Et la « mondialisation » ?

Pour faire baisser le coût du travail, et « aider » le développement des pays sous développés, on mit en concurrence ces derniers avec les anciens pays développés, socialement avancés, en supprimant progressivement les barrières douanières. C'est ce que l'on appelle la mondialisation de l'économie.

Cette concurrence est mortifère pour les droits des travailleurs, qui n'ont d'autre choix que de les abandonner les uns après les autres pour rester dans la compétition mondiale. À terme, il leur faudra se contenter de ce que voudront bien payer ceux qui auront encore à les employer.

Pire encore, cette « mondialisation » détruit des secteurs économiques entiers dans les pays développés, ce qui les rend interdépendants.

Ils perdent ainsi leur souveraineté, au grand bénéfice de ceux qui contrôlent les échanges et assoient leur pouvoir au détriment des peuples.

Un éventuel retour à la souveraineté des Etats est problématique, car il suppose de reconstruire un tissu industriel, et aussi agricole, toujours plus délabré.

Les populations sont devenues esclaves de la Finance, qui elle est au service des Propriétaires.

A propos du profit :

Les Propriétaires, les banquiers, et leurs intermédiaires, sont en position de tirer des profits de différentes natures :

- **Les dividendes** : ils proviennent des bénéfices réalisés par les entreprises et sont versés à leurs actionnaires.
- **Les plus values** : elles résultent de la différence entre prix d'achat et de vente de titres de propriété.
- **Les loyers** : ils sont perçus sur la location principalement immobilière.
- **Les intérêts** : ils rémunèrent les prêts bancaires. (encore appelés « loyer de l'argent »)

Et les élections présidentielles ?

Elles sont capitales !

Elles donnent les apparences d'une parfaite démocratie : chaque citoyen peut être candidat (sous réserve d'obtenir le parrainage de « grands électeurs »...), et tout le monde peut voter.

Les Travailleurs étant nettement plus nombreux, ils devraient logiquement les gagner, du moins très souvent.

Mais les dés sont pipés : les Propriétaires disposent de tous les atouts pour emporter à coup sur, ou presque, la victoire :

Longtemps avant l'appel aux urnes, les Propriétaires auront repérés leurs poulains (plusieurs par sécurité...) parmi les citoyens aspirants à de « hautes responsabilités », et dont la prétention n'a d'égal que la vacuité de la pensée.

D'opportunes responsabilités, généralement ministérielles, les propulseront ensuite en permanence à la Une des médias.

Assis dans leurs fonctions, ils auront alors eu le loisir de se construire l'image d'un « Dirigeant » : cela passe par une noble gestuelle, le regard dominateur, l'intonation affirmée, un calme olympien face à l'adversité. (8)

Et surtout la capacité à **dire éventuellement le contraire de ce qu'ils pensent avec des accents de profonde sincérité**, car le grand nombre n'a évidemment pas à connaître le sort qui lui sera réservé. Ne restera plus ensuite qu'à choisir le « meilleur » d'entre eux, le moment venu.

Tandis que le camp des Travailleurs, lorsqu'il est représenté, devra se contenter des miettes médiatiques qu'on voudra bien lui laisser.

Dans le même temps, de sorte à rendre vaine toute réelle opposition, on mettra en lumière des adversaires inoffensifs (9), mais capables d'attirer les voix des mécontents, toujours plus nombreux au fil des élections.

Comme pour vendre une lessive, tout est dans l'emballage et la promotion. Le public n'en demande pas plus, d'autant qu'il n'est préparé à rien d'autre.

(8) Une « Elite » doit se distinguer du vulgum pécus. D'où le décorum dont ils s'affublent. Notre monde « civilisé » a fait sienne cette exigence, qui commence par le port de la cravate...

(9) Au besoin, un « front républicain » faisant appel à la « raison » du peuple, se mettra en place à l'appel des médias, au 2nd tour des élections.

Et les experts ?

Contrairement à ceux des autres domaines, les experts en économie ont des méthodes de travail assez étonnantes : ils analysent tel ou tel point choisis arbitrairement dans le cadre de leur idéologie. Ce peut être l'emploi, le niveau du SMIC, l'impôt, etc. Ensuite, ils trouvent des liens supposés entre tout cela, et en tirent des conclusions d'autant plus extravagantes qu'ils ignorent superbement le Problème dans son ensemble. D'ailleurs jamais ils ne le posent. Ils ne cherchent pas la vérité, ils la fabriquent.

Parmi leurs extravagances on trouve :

- Il faut travailler plus longtemps ! Pour répondre à la raréfaction du travail...
- Il faut réduire les « coûts » ! Ignorant tout des ravages sociaux et écologiques qui découlent de cette injonction...

Fascinés par les chiffres, ils ont perdu tout contact avec le réel.



Et les médias ?

Le rôle des « grands » médias, en particulier les chaînes de télévision, est éminemment sournois. Ce sont eux qui « fabriquent » l'opinion.

On peine à imaginer à quel point ils sont sournois tant leurs animateurs nous sont familiers et sympathiques, comme des amis de la famille...

Or c'est par leur filtre que nous parvient l'idée que nous nous faisons du monde dans lequel nous vivons.

Tous, collègues, amis, voisins, voyons les mêmes images, entendons les mêmes discours, connaissons les mêmes célébrités, sommes émus par les mêmes événements, éblouis par les mêmes exploits guerriers, humains, scientifiques, médicaux, sportifs, et autres...

Les médias sont en position de manipuler les masses, et le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont efficaces. Les ultra-riches l'ont parfaitement compris :

En France, quelques milliardaires détiennent l'ensemble des principaux médias, télévisions, radios, presse écrite, et contrôlent ainsi l'information.

De plus l'état subventionne avec largesse leurs journaux les plus influents, et - **surtout pas** - ceux qui donnent un son de cloche discordant condamnés, eux, à rester plus ou moins dans l'ombre.

Les personnages omniprésents dans les médias le sont, car **leur « vision du monde » est conforme à celle que portent leurs propriétaires.** Il faut avant tout laisser penser que le monde est tel qu'ils nous le montrent, **comme si leur point de vue était celui de la Vérité !**

Non pas qu'ils mentent mais, pour ce qui nous intéresse, les faits seront sélectionnés et présentés avec fatalité. Ainsi, par exemple : le chômage augmente. On lutte contre le chômage (depuis 40 ans !) mais il augmente. C'est comme ça.

Jamais le Système capitaliste ne sera évoqué et encore moins remis en question, alors que le chômage en est le pur produit !

On a tendance à croire que les journaux télévisés reflètent la réalité. Mais la réalité a de multiples facettes, parmi lesquelles on peut choisir. On diffusera donc ce qui est susceptible d'attirer le plus de spectateurs possible, afin de maximiser les recettes publicitaires qui en dépendent, tout en veillant à rester dans le cadre de l'idéologie qui sert les intérêts des propriétaires. Exemple à contrario, **une critique pertinente du capitalisme ne serait jamais diffusée !**

Pour se donner une apparence de neutralité, on veillera à aussi aborder les sujets négatifs (famines, guerres, migrations, misère, chômage, terrorisme, désastres écologiques,...) **en évitant de parler du Système qui en est à l'origine** et on laissera penser qu'il s'agit là de fatalités auxquelles on compatit, et contre lesquelles on « lutte » bien sûr.

Comme disait Coluche, (disparu dans des circonstances obscures) « On ne peut pas tout dire à la télévision, il y a trop de monde qui regarde ».

Pour les médias, le capitalisme est naturel, de même que la Terre est ronde. Cela ne se discute pas.

Et l'École ?

Sa mission est de former les enfants et jeunes adultes, à la vie dans la société.

Former signifie « mettre en forme », en l'occurrence en une forme adaptée à la société capitaliste. Ses objectifs sont :

- 1 Que l'enfant intègre le fait qu'il doit se soumettre à l'autorité, sans jamais se questionner. L'enfant en comprend normalement de lui-même tout l'intérêt, à commencer par les marques d'attention que lui portent ses maîtres, sous réserve qu'il y soit prédisposé. A défaut il sera en échec, et devra en assumer les conséquences.
- 2 Acquisition d'un savoir... dans les limites du cadre du Système.
- 3 Classement dans la hiérarchie sociale, matérialisé par l'obtention, ou non, d'un diplôme. Les plus hauts diplômés sont les mieux « formés » au Système. Ils en seront les élites, occuperont des postes d'expertise, ou de « direction » : là où se prennent les décisions qui concernent le corps social...

A noter qu'il n'est pas dans les attributions de l'Education nationale, d'expliquer aux jeunes adultes pourquoi, véritablement, le système est tel qu'il est. En effet, on imagine mal leur expliquer les « règles du jeu » du Capitalisme !...

On préférera simplement dire que « il faut travailler pour vivre, gagner de l'argent », et autres banalités qui tombent sous le sens commun.

Les « bons élèves » se satisfont de ces sommaires explications.

Les plus hauts diplômés auront appris que « le profit est essentiel car il motive l'investissement, tandis que la compétitivité préserve nos parts de marché. Ce qui implique de réduire les coûts..., etc. »

Ils ne se lasseront pas ensuite de le marteler, incapables de penser autrement.

Le haut diplômé aura fait sienne l'idéologie capitaliste. Malheur à celui qui pense différemment car, fatalement, « c'est qu'il ne comprend rien »...

Caractéristique particulière au capitalisme :

Le Pouvoir des « Propriétaires » est total, d'autant qu'ils écrivent les lois.

Noter que la propriété est relative au Système, et non d'origine divine, c'est pourquoi le terme de « Propriétaires » est entre guillemets.

Les plus vulnérables (individus ou pays...) sont contraints de s'endetter auprès des Propriétaires et banquiers qui ainsi les dominent et peuvent les piller en toute légalité, pour disposer des ressources qui leurs sont indispensables.

Noter toutefois que les propriétaires, en tant qu'individus, ne sont pas nécessairement en cause. Les plus vertueux d'entre eux ont aussi à prendre des décisions catastrophiques. Par exemple, fermer des entreprises socialement, humainement, écologiquement utiles, mais non viables sur le plan économique... dans CE Système.

Le Problème EST dans les règles du jeu du capitalisme lui même, qui conduisent fatalement à des désastres.

Conclusion :

Le Pouvoir est dans la Propriété des Ressources premières.

La Question qui se pose alors est :

Qui doit le détenir et pour en faire quoi ?

Le Système d'APRÈS

Comprendre ce qui suit demande de mettre de côté les points de vue personnels, de sorte à analyser froidement les choses.

Notre propos est purement logique.

Refuser ces propositions suppose de proposer une alternative cohérente.

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789.

Article 1^{er}. *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune.*

Article 2. *Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces droits sont la liberté, la propriété, la sûreté, et la résistance à l'oppression.*

...

Art. 17. *La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.*

Cet article 17 précise donc que (*l'entière*) propriété privée **peut** être remise en cause si la nécessité publique l'exige...

Si en 1789 la gestion privée - par principe anarchique - des Ressources naturelles était supportable du fait, à cette époque, de la faible population et de l'exploitation balbutiante de ces ressources, aujourd'hui ce n'est plus du tout le cas ! Gérer ces Ressources **de manière rationnelle est devenu un impératif**, que seule une organisation collective peut garantir. C'est le point clé que nous développons après avoir précisé la définition des termes ci-dessous.

Propriété ; Liberté ; Collectivité ; Communisme ; Libéralisme.

Leur seule évocation fait hérisser les poils, tant ils sont chargés d'histoire et de sang... Aussi, il est essentiel de les remettre à plat et au clair.

Propriété :

Elle se décline ainsi :

- **Entière propriété**

C'est ce que sous entend communément le seul terme « propriété ». Elle donne à son bénéficiaire le droit d'utiliser, d'échanger, de vendre, ou encore de détruire la chose en question, sans que personne ne puisse y contrevenir. Elle comprend à la fois la propriété d'usage et la propriété lucrative.

- **Propriété d'usage**

Son bénéficiaire peut user de la chose en question et, par là exclusivement, en tirer un profit matériel ou financier s'il s'agit d'une exploitation. C'est le cas des occupants ou exploitants locataires par exemple. Mais ils ne peuvent vendre, échanger, ou détruire le bien dont ils disposent.

- **Propriété lucrative**

Son bénéficiaire peut échanger, vendre, louer, ou détruire la chose concernée : de la monnaie, un terrain, une entreprise... et en tirer ainsi un profit financier. Elle sert la spéculation (tirer bénéfice de transactions), la rente (perception de loyers ou dividendes), et l'accumulation de fortunes.

Liberté :

Ce terme englobe tellement de choses, que l'on se contentera de ces remarques :

Ceux qui réclament le plus de libertés sont généralement les plus riches, leurs moyens leur permettant d'en jouir pleinement. Liberté pour les uns, misère pour les autres.

Une réelle liberté pour tous suppose que chacun ait les moyens de l'exercer dans les limites d'un possible soutenable.

Collectivité :

Chacun d'entre nous cherche à affirmer une individualité indispensable à son épanouissement. Mais nous ne pouvons nier faire partie de la collectivité des humains qui vivent sur Terre !

Nous avons donc des biens communs... Le problème qui se pose alors est de les gérer au mieux de nos intérêts présents et futurs, tout comme dans les plus petites communautés. La problématique est la même, mais à plus grande échelle.

Force est de constater que l'on n'a jamais cherché à préserver les biens communs à l'humanité toute entière, mais au contraire à diviser celle-ci, pour établir une compétition économique ravageuse. L'explication en est simple : « diviser pour mieux régner... »

Communisme (au sens économique) :

S'il est un mot plus gros que les autres, c'est celui-ci. **Le communisme, dans sa définition essentielle, consiste à gérer les biens communs que sont les Ressources premières d'une collectivité, dans l'intérêt collectif.**

Leur propriété lucrative (voir au dessus) ne peut donc être privée. Par contre la propriété d'usage, qui en pratique seule nous importe, reste privée : un immeuble, un terrain, doivent-ils servir la spéculation, la rente, ou le logement ?

Le communisme est la forme d'organisation sociale la plus évoluée et efficace. À tel point que, **en interne, les entreprises capitalistes sont toutes «communistes»** ! En effet, leurs ressources sont gérées dans l'intérêt de la «collectivité entreprise» et non pas dans des intérêts particuliers, ce qui d'ailleurs est puni par la loi.

(Ne pas confondre les ressources de l'entreprise et l'entreprise elle-même qui, elle, obéit aux désirs de ses propriétaires...)

À noter que pour mieux brouiller les cartes, on a toujours cherché à associer ce terme aux pires régimes dictatoriaux...

Libéralisme (au sens économique) :

À l'opposé du communisme, **le libéralisme ne suppose aucune organisation**, si ce n'est un minimum pour éviter le chaos qui néanmoins se produit régulièrement suite à des crises économiques, provoquant des guerres.

Aujourd'hui nous avons à faire face à une quadruple crise : écologique, financière, économique, et sociale.

- La crise écologique est conséquence de la catastrophique exploitation capitaliste des Ressources naturelles.
- La crise financière entraîne les crises économique et sociale.

Cette crise financière a été provoquée par la politique de dérégulation monétaire (très profitable pour les spéculateurs et intermédiaires financiers) menée aux Etats Unis puis en Europe, qui se termina par une cascade de faillites bancaires en 2008.

Pour endiguer la contagion, les Etats, en empruntant eux même sur les marchés financiers, mirent à disposition des banques les sommes nécessaires à leur consolidation, de sorte à ce qu'elles poursuivent impunément leurs activités dévastatrices ! (Alors que l'on aurait pu à cette occasion les nationaliser à moindre frais, ou au minimum réglementer...)

Mieux encore : à l'avenir la loi Sapin 2 (En France) permettrait aux banques et en pareilles circonstances, d'utiliser les dépôts de leurs clients !!

Il est un fait que le Pouvoir EST dans la Propriété des Ressources premières. Le Capitalisme actuel en fait une démonstration éclatante.

Ces Ressources sont en particulier : le sol, les matières premières, la biosphère en général, ce qu'ont construit nos ancêtres : les infrastructures, les grandes entreprises, les immeubles, les réseaux de communications de toutes natures, les médias qui, de fait, fabriquent «l'opinion», le Savoir, et la monnaie...

Ceux qui contrôlent ces Ressources, contrôlent absolument tout, y compris le pouvoir politique, puisqu'il est soumis aux contraintes économiques !

La Propriété des Ressources premières doit donc nécessairement revenir au peuple, pour lui donner - enfin - le pouvoir, et les moyens de changer de Système.

Attention!

Il ne s'agirait pas là de sombrer dans un communisme primaire ! Et encore moins dans l'égalitarisme...

Le profit individuel est un élément moteur essentiel, pour peu que l'on en élimine les aspects négatifs, à savoir la possibilité d'accumuler des ressources indispensables à tous. Le pire étant d'accumuler de ces ressources, pour en tirer une rente sur autrui... Ce qui est la finalité du capitalisme actuel !

Le profit doit toujours récompenser la création de nouvelles entreprises, ou encore les talents. Si le profit permet de prendre au plus tôt une retraite bien méritée, d'habiter un lieu de rêve, de se livrer à une passion, ce ne serait désormais que la juste récompense d'une activité particulièrement positive pour la communauté puisque, dans ce que nous proposons c'est elle qui déterminerait les objectifs de l'économie (et non plus des actionnaires privés, avides et dépourvus de toute conscience collective).

Nous, le peuple, devons donc reprendre la propriété des Ressources premières, en indemnisant au cas par cas leurs actuels propriétaires, par une création monétaire qui y serait destinée.

De ce fait, le peuple « actionnaire » pourrait - enfin - décider des objectifs de l'économie. Les intérêts de tous et de chacun auraient remplacé les profits d'une minorité.

Nous devons remettre en état l'éco-socio système planétaire, saccagé par le capitalisme des rentiers.

Nous devons remplacer par des moyens infiniment plus rationnels, des secteurs hypertrophiés tels les Banques, les Assurances, « la Pub », etc.

Nous devons relocaliser et rationaliser les productions pour simplifier l'entretien et le recyclage des produits industriels.

Il s'agirait de partout minimiser notre impact écologique, et de faire avec la Nature, et non plus en la détruisant.

Encore une fois, il ne s'agirait pas de collectiviser l'économie. Chacun serait libre d'investir dans des entreprises, dont il pourrait tirer un profit monétaire.

(Rappelons que la monnaie est une reconnaissance de dette de la communauté envers celui qui la détient mais, dans le système que nous proposons, elle ne permettrait plus d'accumuler ou de gaspiller, de ces précieuses ressources, biens communs désormais propriétés de la collectivité)

Les entreprises répondraient aux objectifs de la collectivité, non pas par obligation, mais parce qu'elles y trouveraient leur intérêt.

Remarque:

Il faut bien distinguer les ressources dont la propriété confère un pouvoir lié au fait que les autres ne peuvent s'en passer, du reste. Tels le sol, les matières premières..., ou encore l'air qu'on respire ! (9)

Ce type de capital doit être détenu par la collectivité, **seule apte** à le gérer dans l'intérêt commun.

De plus à travers cette propriété nous, le peuple, aurions le pouvoir d'imposer nos choix économiques...

A contrario, la propriété privée de biens dont la production est pratiquement sans limite, si ce n'est celle de la bonne gestion des ressources, ne peut faire de tort à personne.

Disons alors que l'on parle d'un capitalisme « allégé » de tout pouvoir privé, soit d'un pseudo capitalisme.

(9) Dans certaines villes où l'atmosphère est parfois irrespirable, on peut acheter de l'air pur !

Contrairement à nombre de partisans du retour au local, qui par ailleurs est en effet souhaitable, il faut être conscient qu'une économie avancée doit disposer d'une industrie aussi développée que possible, qu'il est justement impossible de développer partout localement, mais seulement à échelle nationale, ou de plusieurs pays. (11)

A défaut, le risque est de perdre l'indépendance vis-à-vis de régimes que l'on ne souhaiterait pas avoir à partager...

Ou encore de se condamner à vivre tels les Amish, (communauté présente surtout en Amérique du Nord, qui vit de façon simple et à l'écart de la société moderne). Ce qui toutefois pourrait tenter certains, mais c'est un autre sujet.

On oublie facilement que les objets qui facilitent notre vie, tels de simples ampoules d'éclairages, machines à laver, moyens de communication, de transport, les coûteux équipements hospitaliers, ou encore ceux qui produisent de l'électricité verte ou pas, etc. etc. ne poussent pas dans les champs, mais sont le fruit d'une chaîne industrielle qui nécessite de très, très, gros moyens, que seuls de grands pays peuvent développer.

En conséquence, si l'on souhaite décentraliser les pouvoirs et la production, on ne peut pas le faire pour les moyens industriels, nécessairement concentrés et gérés à l'échelle de pays, (de même que pour les différentes organisations qui unissent et unifient les régions ou communautés).

(11) A noter que les économies régionales se structurent autour d'entreprises exportatrices, qui alimentent les flux financiers nécessaires à l'ensemble du tissu économique. Lorsque de telles entreprises sont absentes, l'économie de la région toute entière végète, sauf à ce que des mécanismes de redistribution à plus grande échelle interviennent. Ce qui n'est pas de l'intérêt des actuels propriétaires...

Le financement de cette économie pourrait se faire ainsi :

La propriété collective du sol serait - entre autres - source d'une **rente gigantesque**. (Les plus fortunés étant en concurrence pour occuper les meilleurs endroits !) La Rente proviendrait, pour ainsi dire, d'un **loyer que chacun verserait en tant qu'utilisateur de la planète, à hauteur et en contrepartie d'un droit d'usage** de son habitation, ou de quelque Ressource première que ce soit.

Cette Rente permettrait de financer la remise en état de l'éco-socio-système et les services publics et généraux, et non plus d'enrichir à n'en plus finir une minorité.

A noter que la propriété d'usage offre les mêmes sécurités et libertés que la pleine propriété, à l'exception de la vente ou de la location. Et, contrairement à l'acquisition d'une pleine propriété, elle ne nécessite pas de mobiliser d'importants capitaux...

La remise en état de l'éco-socio-système serait le principal secteur d'activité, entraînant la création de nouvelles entreprises, et offrant de très nombreux emplois.

La propriété privée de Ressources premières étant abolie, il deviendrait en pratique - sans qu'il soit nécessaire de l'interdire - impossible de tirer une rente d'un tiers, de faire de l'argent avec de l'argent, Seule la collectivité, actionnaire universel, aurait ce privilège, dans l'intérêt de tous.

Toutefois, exceptions notables, la spéculation resterait possible sur un marché d'actions de nouvelles entreprises (voir le point 3, page 75) ou de manière marginale sur les marchés de l'art, etc.

La Terre appartient à tous. Nous n'en sommes que les locataires de passage.

Les actuels locataires et propriétaires foncier et immobilier seraient sur un pied d'égalité, et deviendraient tous propriétaires d'usage. C'est-à-dire locataires de la collectivité qui détiendrait la propriété lucrative des biens concernés.

Les rentes locatives qui en découleraient, serviraient désormais la collectivité, et non plus des intérêts privés, peu soucieux de l'intérêt général...

Tout comme actuellement la pleine propriété, la propriété d'usage pourrait s'établir devant notaire, et permettre ainsi de disposer de son bien librement et indéfiniment.

La propriété d'usage offre bien des avantages :

- Il est inutile de disposer d'un important capital pour y accéder, et donc avoir à emprunter...
- Le droit d'usage peut se transmettre aux héritiers.
- Les importants travaux de construction et d'entretien sont financés par la collectivité.

La contrepartie est que - tous - nous aurions à payer un loyer dont le montant dépendrait de l'offre et la demande : très élevé là où la demande est forte, tels les beaux quartiers..., et quasiment gratuit là où la demande est faible...

Afin de passer en douceur du système actuel à un système réellement viable et juste, les ex propriétaires recevraient un capital monétaire correspondant au dernier « prix du marché » de leur bien.

Bien sûr, le cas échéant, ils resteraient propriétaires d'usage de leur bien !

Quels seraient les premiers objectifs du système économique d'après le capitalisme ?

(Ceci n'est bien sûr qu'une ébauche)

1 - Former des gouvernements de Sages : Il est bon d'oublier totalement les formes actuelles de sélection de nos dirigeants, pour tenter de définir comment recruter des « Sages ».

Précisons que la volonté du peuple doit être respectée, il ne s'agit pas de laisser une « élite éclairée » décider à sa place.

On pourrait par exemple, réunir une **assemblée représentative du peuple**, qui aurait à choisir les membres du gouvernement responsable de la politique essentiellement écologique et sociale à venir.

Plutôt que de faire appel à des candidats élus, on pourrait recruter ce gouvernement dans la société civile, de la même manière que les grandes entreprises recrutent leurs cadres dirigeants...

Pour ce qui est des actions sur le terrain, on pourrait faire appel à ceux qui s’y trouvent déjà, c'est-à-dire aux Organisations Non Gouvernementales, qui œuvrent aujourd’hui avec de très faibles moyens, compte tenu de l’immensité des tâches à accomplir. Leurs moyens seraient alors démultipliés grâce au financement de par la Rente tirée de la vente de droits d’usage des biens communs dont on a parlé.

Un aspect critique est l’étude des méthodes et moyens à mettre en œuvre pour limiter **les risques de corruption**, qui toujours peut gangréner ce type de société.

(A noter que le système politique actuel ne s’en est jamais sérieusement occupé...)

2 - Socialiser l'ensemble des Ressources premières, à l'aide de création monétaire.

Cela suppose évidemment que l'Etat ait repris le contrôle de sa Banque centrale.

Il faut, dans un premier temps, mettre en place les structures administratives et techniques adéquates. L'Etat pourrait ensuite préempter progressivement...

3 - Reconsidérer les activités néfastes de l'actuelle logique économique, tels la Finance, les Assurances, la Pub,...

3.1 La Finance pourrait se résumer à des services bancaires, et à une bourse de valeurs réservée au financement des nouvelles entreprises.

Ce serait là une exception notable à l'impossibilité de spéculer mais justifiée par le risque inhérent et nécessaire à la création d'entreprises, qui ainsi pourraient lever des fonds et échanger leurs titres.

Ces nouvelles entreprises seraient ensuite généralement revendues à la collectivité à la disparition de leur créateur, ou plus tôt s'il le souhaite. Leur valeur serait alors déterminée en fonction de leur utilité commune, et de sorte à

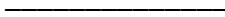
encourager la création d'entreprise. (Une idée géniale pourrait ainsi suffire à faire fortune).

La collectivité, principal actionnaire, aurait alors à transmettre leur gestion à, en particulier, ceux qui y travaillent.

3.2 Une Assurance est d'autant plus efficace que la population qu'elle couvre est importante, car diluant les risques. L'idéal est une Sécurité Sociale d'Etat étendue à tous les secteurs.

3.3 La Pub serait avantageusement remplacée par des services d'informations objectives.

Il est à noter, par ailleurs, que l'Internet est un fantastique outil à mettre au service de la démocratie.



4 - Reconsidérer la production pléthorique d'objets redondants (illusion de choix) ou vite périmés, rationaliser les produits industriels, partout coopérer, limiter la concurrence seulement là où ses effets sont positifs : dans des innovations souhaitables...

On peut se demander quel est l'intérêt d'avoir le choix entre des centaines ou milliers de téléphones, de machines à laver, de modèles différents d'automobiles,...

En fait il s'agit là d'une autre conséquence du capitalisme. Chaque fabricant a intérêt à produire ses propres modèles, pour se démarquer de la concurrence, et en multiplier le nombre pour multiplier ses parts de marché. Mais cela conduit à un désastre écologique : gaspillage incontrôlé de précieuses ressources, rejets de toutes sorte de déchets dans la nature.

Si la concurrence est en effet souhaitable au niveau de la conception d'un produit, il faut au préalable en définir les **performances souhaitables**, en donnant des priorités. On peut penser au coût écologique, au recyclage en fin de vie, à la simplicité d'entretien, et bien sur à la qualité du service rendu. Ceci change considérablement du problème posé dans notre système capitaliste.

Lors de la phase de conception d'un produit, la compétition entre différentes sociétés a donc tout son intérêt...

Mais cette phase étant terminée, plutôt que de lancer la production en masse de nombre de modèles plus ou moins semblables, il serait bien préférable de sélectionner le meilleur projet, ou encore un produit qui combinerait ce qu'il y a de mieux dans chacun d'entre eux, qui lui seul serait fabriqué en série.

Ainsi, serait optimisé chaque étape de la vie des produits industriels depuis la conception, puis la fabrication, jusqu'au recyclage, réduisant ainsi considérablement le coût écologique, qu'il serait ainsi possible de ramener à quelque chose de supportable. Par ailleurs une telle standardisation faciliterait énormément les opérations d'entretien, puisque identiques pour tous les appareils.

On peut objecter que vivre avec un seul modèle de machine à laver ou d'automobile, serait bien triste. Mais il suffit, au besoin, de répéter ce processus pour tous les modèles souhaitables, mais en conservant un maximum d'éléments communs. On peut aussi imaginer personnaliser ces objets à travers des activités artisanales, ou ludiques...

5 - Et remettre en état la planète :

Créer en masse de nouvelles activités répondant aux besoins humains, sociaux ou écologiques, financées par la Rente issue des droits d'usage.

Chacun pourrait se mettre en valeur dans ces secteurs, au réel avenir.

Il est évident que cette proposition est en total décalage avec les pensées dominantes, et n'est qu'un objectif vers lequel il faudrait tendre.

Il n'y a pas d'autre moyen de sortir de la Crise écologique et sociale, mondialisée, qui s'amplifie depuis des décennies, et finira par détruire l'écosystème si nous ne changeons pas radicalement de Système économique.

***Les Nations doivent faire leur Révolution.
L'exemple des premières entraînera les
suivantes, formant un groupe uni, jusqu'à
s'étendre à la Terre entière.***

Conclusion

Le Système économique idéal se définit à partir de 4 principes :

1. La Terre et les Ressources premières sont des biens communs, propriété inaliénable de la collectivité, qui a la responsabilité de les transmettre aux générations suivantes.
2. Chacun peut acheter des « droits d'usage » de ces biens communs, à la collectivité, qui en assure une gestion pérenne.
3. La Rente issue des « droits d'usage » permet à la collectivité de financer la protection et l'entretien de l'éco-socio-système.
4. Chacun peut entreprendre librement afin, en particulier, de répondre aux besoins de la collectivité, et de financer ainsi ses « droits d'usage », (et autre).

A noter que si on remplace "la collectivité" par "propriétaires privés", on retrouve le système actuel ! À ceci près que l'intérêt que présente l'éco-socio-système aux yeux des propriétaires privés est très relatif...

Enfin, la «croissance» de l'agitation économique devenue sans objet, n'aurait plus d'incidence catastrophique, bien au contraire !

Il s'agirait donc de remettre le Monde à l'endroit. Une prise de conscience mondiale est le préalable d'un mouvement général.

« On n'hérite pas la Terre de nos ancêtres, on l'emprunte à nos enfants"» (Proverbe indien)

ANNEXE

Voici en quelques illustrations,
l'évolution de notre système
capitaliste au cours du siècle
dernier.

Mutation du capitalisme

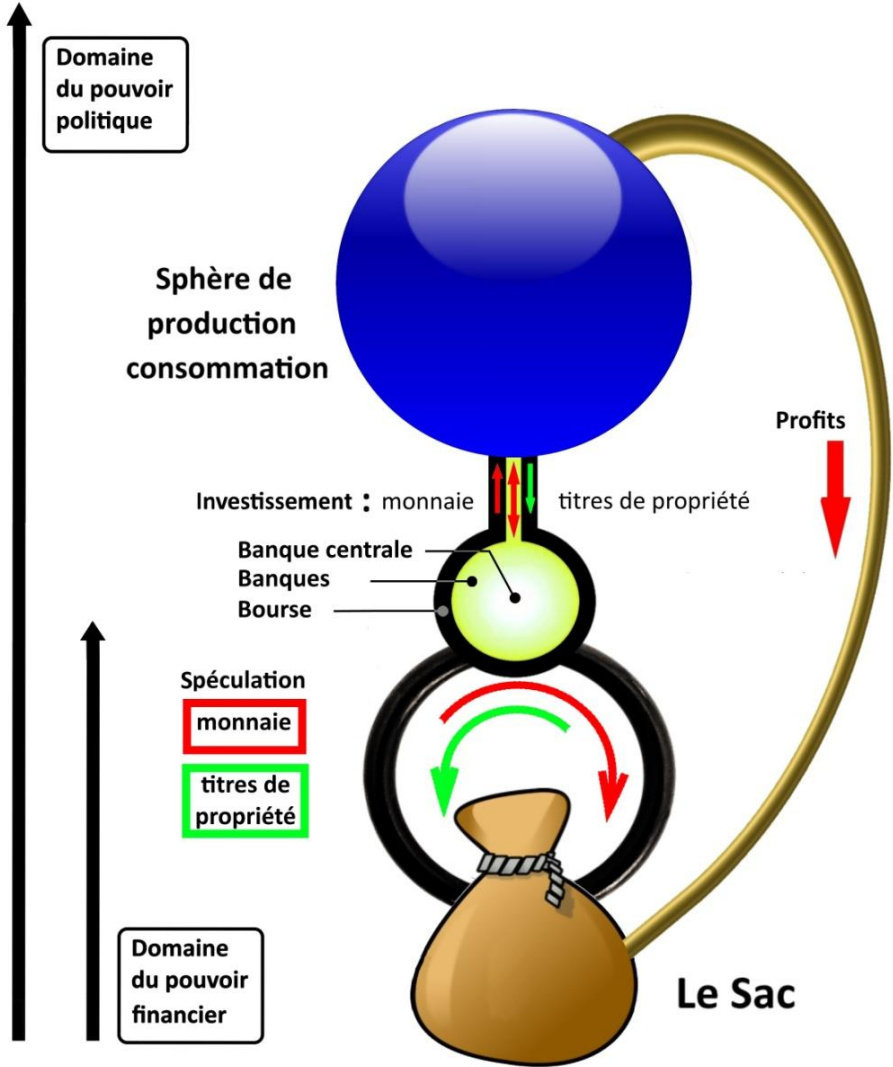
A son origine, son objet était de satisfaire les besoins des Propriétaires du Capital (les Ressources) et, par «ruissellement» celui des Travailleurs qui étaient indispensables aux Propriétaires.

Mais progressivement, les machines remplaçant avantageusement les travailleurs, ceux ci sont devenus des charges inutiles et encombrantes pour les propriétaires.

C'est alors que l'on entreprit, au début des années 70, la mutation du capitalisme qui, d'un moyen de satisfaire les besoins de tous, (du moins en principe) devint un moyen d'exclure les masses de l'accès aux Ressources, de sorte à les réserver aux seuls propriétaires.

Cette histoire est illustrée ci-après.

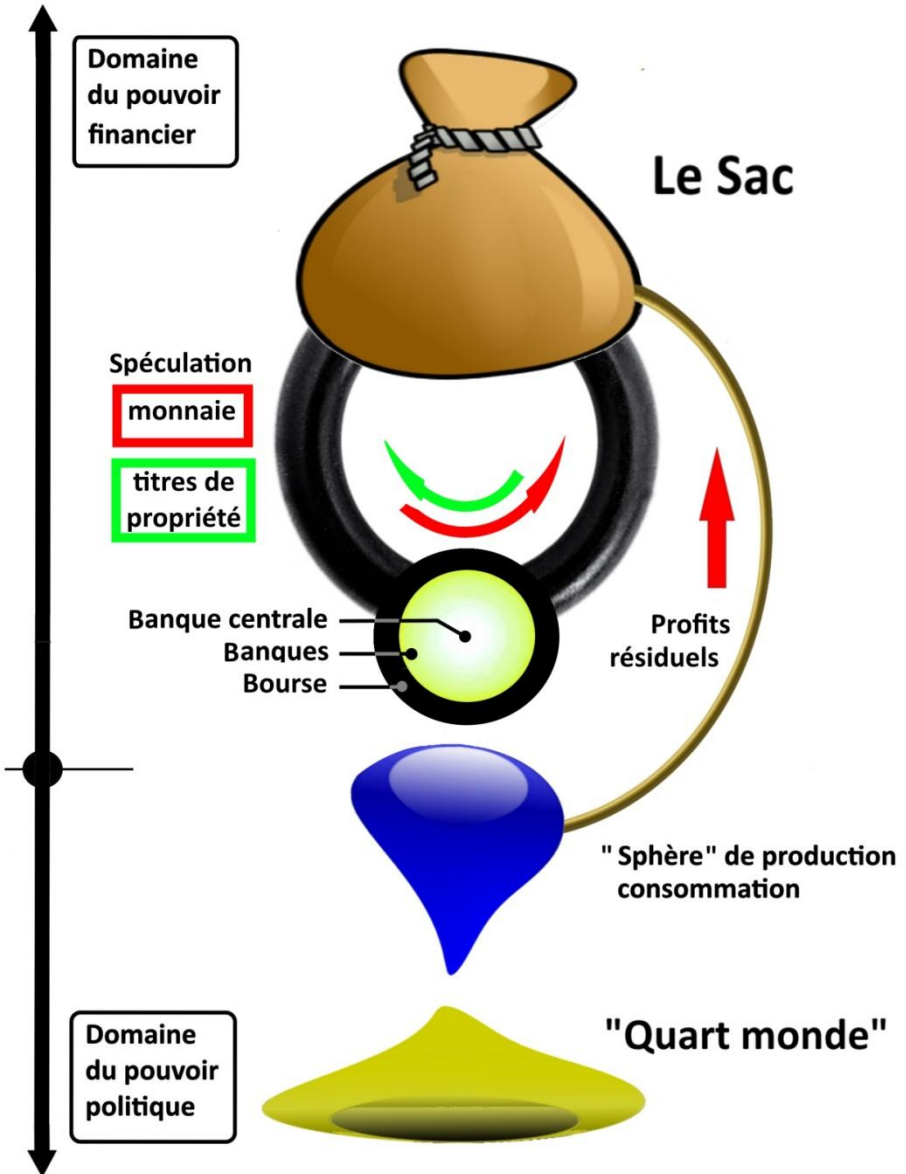
Système capitaliste tel qu'il était :



Système capitaliste tel qu'il était :

- En haut on trouve la « Sphère de production - consommation » (sphère où l'on vit).
- Au milieu la « pompe à monnaie », constituée :
 - de la Banque centrale qui supervise le système bancaire et crée une partie de la monnaie,
 - des banques commerciales qui en produisent l'essentiel (à travers le crédit), et de la Bourse.
- A la Bourse on échange des titres de propriété... Ces titres, et leur monnaie d'échange, circulent dans l'anneau relié au Sac. C'est la spéculation.
- Le « Sac » est constitué des sacs de chacun des joueurs dans lesquels sont déposés argent et titres de propriété.
- **Le but du jeu est, pour chaque joueur, de maximiser le profit** dégagé des investissements productifs ou spéculatifs.
- Le profit est ce qui retourne aux joueurs, une fois leurs opérations réalisées.
- L'investissement, en actions nouvelles et prêts bancaires, finance « l'économie réelle » : les entreprises, infrastructures, etc.
- La spéculation ne produit rien, mais consiste à acheter/vendre des titres de propriété en vue d'un gain potentiel.
- La quantité de monnaie présente dans le système, augmente ou diminue selon les émissions et remboursements de prêts bancaires, fonction de l'activité économique.

Systeme capitaliste tel qu'il devient :



Système capitaliste tel qu'il devient :

- L'accumulation est une fin en soi. Le « Sac » a remplacé la « Sphère de production – consommation » au sommet du système.
- L'investissement dans l'économie réelle a pratiquement disparu.
- L'accumulation se fait au détriment des peuples dépossédés qui, progressivement, tombent dans le « Quart monde ».
- La spéculation entraîne une concentration des fortunes chez les joueurs les plus puissants qui, à terme, seront les « Maîtres du monde ».

Les objets essentiels du capitalisme d'aujourd'hui :

- Les Biens communs, leur gaspillage, P 13
- La Nature, son saccage, P 15
- La Misère, le fanatisme, P 15
- Les puissants, leurs marionnettes, P 16
- Les 2 camps : Propriétaires et Travailleurs, P 19
- Les Ressources premières, le Capital, P 19
- Le Savoir faire, le Travail, P 19
- La Rente, le Profit, P 20, 41
- La Propriété, P 21, 56
- Les fonctionnaires, les salariés, P 21
- Le chômage de masse, P 25
- Les banquiers, P 27
- La monnaie, P 27
- La Banque centrale, les banques... P 28
- L'Etat, P 29
- La dette, les intérêts, P 29
- L'impôt, P 30
- La spéculation, P 33
- Les Grands patrons, et les petits, P 37
- La « Tour Eiffel sociale », P 38
- La « mondialisation », P 40
- Les élections présidentielles, P 42
- Les experts, P 45
- Les Médias, P 46
- L'Ecole, P 49

• Le Pouvoir,	P 51
• Liberté,	P 57
• Collectivité,	P 58
• Communisme,	P 59
• Libéralisme,	P 60
• Le Peuple enfin Actionnaire,	P 64
• Les objectifs de la collectivité,	P 64
• La propriété d'usage, la Rente collective,	P 69
• Les premiers objectifs...	P 73
• Mutation du Capitalisme	P 85

*« Le Capitalisme maximise
le Gaspillage des
Ressources de l'Humanité,
sans pour autant
répondre à ses besoins.*

*Nous le voyons, mais ne le
savons pas ! »*